

19 décembre 1996, Québec

Conférence de presse pour le bilan de la session parlementaire

Le Modérateur: On est prêts? Alors, bonjour. Vous connaissez la routine. « You know the drill. » On aura une déclaration de M. Bélanger, suivie d'une déclaration de M. le premier ministre. Après ça, j'accepterais 15 minutes de questions en français, 10 minutes de questions en anglais. La parole est à vous.

M. Bélanger: Merci. Alors, Mmes et MM. les journalistes, il me fait plaisir de vous rencontrer aujourd'hui pour vous livrer le bilan de cette session d'automne qui fut fort bien remplie. Ce bilan est, comme vous le constaterez, fort respectable.

D'importantes réformes ont été proposées par le gouvernement et adoptées par l'Assemblée nationale. Après la réforme de l'assurance-médicaments, celle de l'aide juridique et l'introduction, par le projet de loi n 23, du droit de produire dans le secteur agricole, toutes adoptées à la dernière session, le gouvernement a poursuivi dans la même veine en faisant adopter le projet de loi n 35 sur l'équité salariale et le projet de loi n 130 sur la réforme des tribunaux administratifs, tous deux attendus depuis des années.

De plus, le gouvernement a initié une importante consultation sur la Régie des rentes. Le projet de loi n 12, qui introduit des modifications importantes au Code de la sécurité routière, le projet de loi n 43, qui encadre l'usage des véhicules hors route, le projet de loi n 50, qui crée la Régie de l'énergie, suivie du dépôt de la politique énergétique et l'adoption d'une grille pour la fixation des pensions alimentaires, avec le projet de loi n 68, sont sources de fierté pour notre gouvernement.

Par ailleurs, d'importantes consultations auront lieu au début de l'an prochain sur trois autres réformes du gouvernement. Pensons, entre autres, au projet de loi n 79, qui entraîne des modifications importantes au régime de santé et de sécurité pour les travailleurs, au projet de loi n 65, qui concerne la médiation familiale et, finalement, au livre vert sur la sécurité du revenu, qui nous présente les orientations gouvernementales en la matière. Évidemment, l'activité politique de l'automne aura été marquée par l'important Sommet socioéconomique qui s'est tenu à Montréal à la fin d'octobre 1996. Dans la foulée de celui-ci, le gouvernement a déposé plusieurs projets de loi. Mentionnons la présentation, ces jours derniers, du projet de loi n 88 en matière de congés annuels et le congé parental et du projet de loi n 90 qui permettra la constitution des coopératives de solidarité. Viennent s'ajouter à ceux-ci, le projet de loi n 74 concernant la CSST, le projet de loi n 76 instituant le Fonds de partenariat touristique, le projet de loi n 75 sur les décrets de conventions collectives, lesquels devraient normalement être adoptés d'ici la fin de la session.

Quoi qu'en dise le chef de l'opposition officielle, les députés de l'Assemblée auront été appelés à discuter sur de nombreux projets de loi de nature économique. En effet, outre ceux qui découlent directement du Sommet, soulignons le projet de loi n 63 sur les sociétés d'économie mixte, le projet de loi n 69, qui apporte d'importantes modifications à la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, le projet de loi n 15, qui concerne la mise en œuvre de l'accord sur le commerce intérieur, le projet de loi n 48, qui permet à la SGF d'accroître son

financement et le projet de loi n 53, qui introduit le concept d'appellation réservée pour les produits agricoles et alimentaires.

De nombreux projets de loi s'inscrivent dans la ferme détermination du gouvernement de maintenir le cap sur l'objectif d'atteindre le déficit zéro en l'an 2000. Ainsi, le projet de loi n 3 sur l'élimination du déficit devrait être adopté d'ici la fin de la session. De plus, le projet de loi n 9 abrogeant la Loi sur le Conseil de la conservation de l'environnement et le projet de loi n 73, concernant la CARRA, sont venus réduire les dépenses en éliminant les structures. Le projet de loi n 61, concernant l'aliénation des produits de la criminalité, fera en sorte que, dorénavant, le crime ne puisse être payant pour ses auteurs. Le projet de loi n 66, concernant le Fonds de départs assistés, est venu, quant à lui, concrétiser l'important programme de départs volontaires que le gouvernement avait présenté. Le projet de loi n 77 sur la réforme de la réorganisation policière visait toujours, dans la même perspective, à rétablir une équité dans le partage des coûts pour les services de police sur l'ensemble du territoire québécois. Le projet de loi n 84 sur la sécurité de revenu et le projet de loi n 85 modifiant le régime de prêts et bourses s'inscrivent également dans la nécessité pour le gouvernement de s'assurer que les montants substantiels qu'il investit dans le secteur social le soient de la façon la plus profitable possible. Finalement, le projet de loi n 91 est venu assurer que les créances détenues actuellement par le ministère du Revenu pourront être recouvrées sans être affectées par une prescription. Et je tiens à dire là-dessus, là, que contrairement à ce qu'il est dit par l'opposition officielle, ce n'est pas une nouvelle taxe, du tout; ce sont des montants qui sont déjà présentement dus à l'impôt, au gouvernement.

À ce chapitre, il est important de souligner que l'Assemblée aura adopté le projet de loi n 70 qui est venu donner suite à l'entente relative aux conditions de travail des employés à Hydro-Québec ainsi que le projet de loi n 128 qui viendra concrétiser législativement l'engagement d'abolir la loi 102.

Finalement, sur le plan législatif, on ne peut passer sous silence le projet de loi n 49 qui est venu instituer le Fonds d'assistance financière pour les régions sinistrées à la suite des pluies du 19 et 20 juillet 1996, de même que le projet de loi n 82 sur ville de La Baie permettant le report des élections municipales qui n'ont pu être tenues en raison de ces mêmes pluies diluviennes. Ce tour d'horizon des principales législatives présentées ou adoptées est loin d'être exhaustif, puisque c'est plus de 45 projets de loi qui devraient être adoptés au cours de la présente session. Je vous invite donc en conclusion à prendre connaissance de l'annexe qui est jointe à mon rapport. Évidemment, la session n'est pas terminée, donc plusieurs des projets de loi qui sont mentionnés ici vont être adoptés aujourd'hui ou peut-être demain, dépendamment comment va se dérouler cette fin de session. Merci.

M. Authier (Philip): M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci, M. le Président. Alors, près d'un an écoulé depuis mon assermentation. Je pense pouvoir dire que le gouvernement a fondamentalement travaillé sur la mise en place des conditions nécessaires à la relance de l'emploi et la protection du filet social. Les grands moyens qui ont été pris, c'est d'abord une large consultation qui a débouché sur une concertation de tous les acteurs socioéconomiques du Québec, ça s'est fait par deux sommets dont le dernier sur l'emploi à Montréal, ça s'est fait par, également, l'assainissement des finances publiques, priorité qui est accordée au redressement des

capacités financières de l'État, ça s'est fait également par la mise en place d'un grand nombre de mesures, d'un train de mesures, qui détermine un grand progrès social, notamment par l'équité salariale. Alors, dans le détail, pour ce qui est de la relance de l'économie et de l'emploi, évidemment l'événement majeur, ça a été à l'automne, le sommet qui a été précédé d'une démarche sans précédent, je dirais, de concertation de tous les acteurs afin de déterminer des projets créateurs d'emplois et de fixer les balises du développement économique du Québec. Donc, nombreux consensus, 80 projets qui ont été adoptés, des investissements totaux de 2 600 000 000 \$, très grande partie qui vient du privé, des mesures concrètes pour la création d'emplois dont la réduction des taxes de la masse salariale, la réduction graduelle de la semaine de travail de 44 à 40 heures et il y a la mise en place d'un régime d'apprentissage, d'une hausse de 4 000 à 6 000 places le nombre de stagiaires pendant trois ans, l'allègement de la réglementation gouvernementale, la signature de la ration sur l'emploi, la reconnaissance de l'économie sociale, l'engagement à rattraper le taux de création d'emplois au Canada d'ici trois ans.

Les résultats. Je pense qu'on peut dire qu'on a vraiment, malgré qu'il se soit écoulé seulement quelques semaines depuis ce temps-là, livré la marchandise, par exemple, quatre projets de loi qui seront adoptés d'ici demain, qui sont dans le sillage direct du Sommet, deux décrets concernant notamment la déréglementation qui sont déjà adoptés et dont la mise en place est en train... nous avons créé le fonds de 250 000 000 \$ qui a été décidé au Sommet, afin de favoriser la réinsertion au travail et ce matin même, le ministre des Finances a annoncé un programme de réduction des taxes de la masse salariale, assorti d'un programme d'un partage du travail. Nous annonçons aujourd'hui aussi — le communiqué tombera bientôt, si ce n'est pas déjà fait — la création du comité de suivi du Sommet, les nominations sont toute faites, les noms apparaissent, comme vous verrez. La première réunion est fixée au 30 janvier prochain, à mon retour d'Asie. Nous annonçons également la création du centre de coordination des projets économiques qui est rapatrié au Conseil exécutif, donc tout près de moi. C'est ce qu'on appelle le comptoir unique des investissements. Un investisseur qui vient ici n'a pas à se promener partout, il s'en va là puis, c'est nous qui allons nous promener pour lui et livrer la réponse. Nous avons également mis en place le forum des sous-ministres. Ce qu'on appelle la voie rapide. Tous les projets qui doivent se réaliser rapidement, qui demandent l'intégration, les actions gouvernementales, ça passe le lundi matin au forum des sous-ministres, qui doit rapidement faire rapport au Conseil des ministres pour le mercredi suivant.

Au point de vue économique, il est certain que nous vivons les conséquences d'une gestion des finances de l'État qui ont été très lourdement obérées par les déficits et asphyxiants. Il y a donc un changement très important de culture de gestion gouvernementale, de philosophie économique. Il y a la nécessité, autrement dit, d'arrêter le Queen Elizabeth, et le Queen Elizabeth, on dit que quand on arrête les machines, il fait encore 10 km sur son élan. Donc, il faut virer ça de bord, on est en train de le virer de bord. Les indicateurs économiques nous montrent que nous sommes dans la bonne direction. Nous avons eu les compliments du gouverneur de la Banque du Canada à Washington. L'OCDE a signalé également les efforts prometteurs que nous déployons dans nos projections afin de relancer l'économie du Québec.

Et on sait maintenant que nous avons une hausse de 2,3 % de livraison manufacturière au troisième trimestre; c'est le plus haut niveau jamais atteint. Nous avons une hausse de 1,5

% des ventes au détail au troisième semestre; c'est le plus niveau jamais atteint. Nous avons une hausse d'exportation de 4,2 %. Nous avons une diminution sans précédent des taux d'intérêt, 5 % de diminution depuis un an et demi. Et nous comptons encore 11 000 emplois de plus, en moyenne, que l'an dernier et les analystes prévoient une accélération de la croissance économique, l'an prochain, entre 2 % et 3 %. Donc, rien n'est gagné, rien n'est acquis, mais on travaille sur l'essentiel. En tout cas, on a arrêté les machines du Reine Elizabeth et on va le tourner avant d'arriver au quai.

Quant à l'assainissement des finances publiques, le gouvernement va atteindre ses objectifs budgétaires pour 1996-1997. Ça ne se fait pas sans heurts, sans douleurs, sans grincements de dents, mais ça se fait. On a connu des années, de six, sept années consécutives où le gouvernement dépassait de près de 1 000 000 000 \$ en moyenne ses prédictions budgétaires. Il est évident que, pour montrer patte blanche auprès des marchés financiers, auprès des prêteurs, il faut user maintenant de grande rigueur administrative. C'est ce que nous faisons. Nous avons réussi l'an dernier, nous réussirons cette année, nous réussirons l'an prochain. Nous ne pouvons pas rater une marche de l'escalier qui nous amène nous déficit zéro.

Nous avons entrepris des discussions, un exercice qui n'est pas facile, avec nos partenaires syndicaux des conventions collectives qui sont signées; l'encre n'est pas encore très sèche. On comprend très bien que ce n'est pas une chose facile à faire, mais la réaction me paraît très saine et dans le sens de ce qu'il faut souhaiter pour notre société. Les employés de l'État et leurs syndicats, à tout le moins, sont en train d'accepter une contribution, leur part de la contribution de l'effort collectif. Une part, parce que tout le monde sera appelé à faire la sienne.

Je pense que cet après-midi on pourra parapher le texte d'une entente de principe pour tracer le cadre des discussions où il y aura, en particulier, l'engagement de nous donner 1 000 000 \$ d'économie d'ici la fin de l'exercice budgétaire qui est en cours. Et le reste est essentiellement ce que nous avons proposé, avec des modifications, mais qui précise le cadre des discussions qui nous ont valu, de la part d'un des syndicats, de la FTQ, notamment dans le domaine de la santé qui avait rejeté la proposition, qui nous ont valu la reconnaissance qu'il y a un progrès net sur ce qui c'était fait avant. Et je crois que, quand les syndiqués puis les membres vont voir tout cela, vont recevoir les recommandations des grandes centrales, des grands syndicats, nous pourrions engager et nous allons certainement engager la négociation prévue dès le début de janvier pour diminuer d'au moins 15 000 personnes, des postes, des effectifs de la fonction publique et réorganiser le travail de façon telle que ça puisse se faire convenablement à la fois pour les personnes qui vont rester et pour les services qui devront être rendus aux contribuables. Nous avons également annoncé que cet effort de solidarité ne sera bien sûr restreint aux employés de l'État. Il va être étendu très largement. Ce ne sera pas facile non plus. On en voit les premiers échos, les médecins. J'ai vu les policiers qui se sont exprimés hier. On comprend tout ça. Ce n'est pas facile pour eux. Mais les députés aussi, le personnel politique, les ministres, les hauts cadres, tout le monde va être appelé à participer à cet effort-là. Il n'est pas vrai qu'on va taxer tout le monde au Québec pour permettre à ceux qui travaillent au sein de l'État ou en périphérie de ne pas être affectés par la crise de redressement et d'effort collectif que nous avons à faire. Il faudra donc que l'effort soit réparti partout.

Puis, nous le faisons également de façon positive dans d'autres organismes. L'exemple que je donne c'est Hydro-Québec. Ça ne paraît pas, là, mais Hydro-Québec nous a donné beaucoup de soucis cette année. Beaucoup de temps a été consacré à cela et elle est en voie de réorganisation. Nous savons maintenant qu'elle va nous livrer les économies qui avaient été attendues dans sa gestion et les salariés ont volontairement accepté une diminution de leur salaire de l'ordre de 4 %, 5 %.

On sait que... on ne l'a pas assez dit — ça m'a été reproché mais je peux le dire maintenant publiquement — mais les premiers salariés qui ont accepté ce genre d'effort consensuel, ce sont les syndiqués de l'entretien de l'UQAM à Montréal. C'est les premiers. Parce que j'ai su qu'ils n'avaient pas été contents que je n'aie mentionné que le cas des professeurs de l'UQAM qui eux aussi ont accepté une diminution de 5 %. Ça avait commencé chez eux. Il y a un mouvement là qui est en train de se manifester au Québec et je pense que c'est extrêmement sain. C'est très prometteur pour la réussite de ce que nous entreprenons.

Du côté de la fiscalité, nous avons eu le rapport de la commission D'Amours, un rapport unanime. Il faut se rappeler quand même que les gens qui ont été nommés là, je les ai nommés après consultation auprès de différents milieux socioéconomiques du Québec, qu'il y a des gens là-dedans qui représentent idéologiquement, pas formellement, mais entre autres les centrales syndicales, les mouvements d'opinion et la conclusion est unanime, c'est que ce n'est pas vraiment du côté des revenus qu'est la solution, c'est surtout du côté des dépenses et il y a de la place quand on compare nos niveaux de dépenses dans les missions de la santé et de l'éducation par rapport aux pays de l'OCDE. On n'est pas en train de faire ce qui ne se fait pas ailleurs, de massacrer les systèmes. On est en train de les amener à des niveaux qui sont comparables à ceux des autres pays comme nous mais à la condition qu'on rationalise et qu'on fasse ça correctement ce qui évidemment nous oblige à passer par une période de relative turbulence.

Mais cependant la Commission sur la fiscalité a quand même dit il ne faut pas fermer les portes aux revenus fiscaux additionnels à la condition que ça se fasse correctement et que ça ne perde pas l'économie. Alors il y a des pistes qui ont été ouvertes par la Commission et qui seront examinées. Et tout ça va donner lieu à un débat beaucoup plus large et plus intense que d'habitude en préparation du budget cette année, puisque nous avons annoncé que tout le monde pourrait participer à un grand débat, dans un forum qu'on va identifier après les fêtes, pour que les gens nous disent ce qu'ils pensent, du genre de budget qu'on devrait avoir, la décision, bien sûr, étant prise par le gouvernement et le ministre des Finances.

Progrès social. Je lis toutes sortes de choses. Parfois, j'entends des discours, l'opposition, ça nous parle souvent de néolibéralisme. Bon, le concept du néolibéralisme, on peut en discuter longtemps. Ce qui est important, c'est de voir, dans les faits, si on a un gouvernement qui sabre dans les programmes sociaux, qui ne s'en préoccupe pas. Alors, non seulement nous ne sabrons pas dans les programmes sociaux, nous y sommes allés de façon très très prudente quand il a fallu faire des reconfigurations, mais, en plus, on a créé de nouveaux programmes. On trouvera les gouvernements néolibéraux qui créent, actuellement, des programmes sociaux nouveaux, au moment où on procède à l'épuration rigoureuse des finances publiques que nous faisons? Bon, la loi sur l'équité salariale, c'est nous qui l'avons adoptée, et nous avons dû discuter durement avec nos partenaires du

monde des affaires. Mais, nous avons maintenu la ligne, et vous avez vu qu'à la fin, nous avons eu des invités à la Chambre, et, finalement, je crois que c'est une loi qui va s'inscrire maintenant dans les mœurs collectives du Québec et qui va produire les effets escomptés. Les pensions alimentaires. Bon, bien, nous allons établir un modèle de fixation, pour assurer le mieux-être des enfants. Nous avons mis en place un régime d'assurance-médicaments, pas populaire au début, on l'a vu — ce n'est pas facile d'implanter des régimes comme ceux-là actuellement — mais on est en train de réussir à étendre la couverture de l'accès aux médicaments à des gens qui n'y avaient pas accès autrefois. On pense à au-delà de 1 000 000 de personnes, on pense à 300 000 enfants. C'est important, ce qu'on fait actuellement, avec un partage plus équitable en fonction des revenus de chacun, tout en contrôlant les coûts. C'était parti en spirale tout ça, ça devenait insupportable pour l'État, et il fallait contrôler les coûts. Et, on pense que nous réussissons une réforme qui est extrêmement heureuse. L'aide juridique, pas facile non plus, évidemment, parce qu'il y a des intérêts qui sont lésés, il y a des inquiétudes — peut-être légitimes à certains égards — qui s'expriment, entre autres, au sein du Barreau, mais on voit qu'on ouvre la porte à 600 000 personnes de plus qui auront accès à des formules nouvelles à l'aide juridique, tout, encore une fois, en réduisant les coûts, mais en faisant en sorte que notre régime d'aide juridique va se comparer très avantageusement aux autres au Canada.

Nous avons également souscrit et nous pratiquons l'engagement de l'appauvrissement zéro pour les personnes les plus démunies, c'est-à-dire celles qui n'ont pas accès au marché du travail à cause des contraintes sévères qui les affectent, puis on applique ça tout de suite; par exemple, le 1^{er} janvier, on va indexer leurs prestations d'aide sociale. On a annoncé une véritable politique familiale, elle est ficelée. Il y a un livre blanc qui va prendre le circuit du territoire du Québec, pour toutes les populations en janvier, nous avons nommé une ministre responsable du dossier, Mme Marois. C'est dire que nous aurons l'allocation unifiée pour les enfants, nous aurons l'assurance parentale, nous aurons les services élargis à la petite enfance. Nous avons élaboré une réforme du régime de sécurité du revenu, pas facile à faire, mais je crois qu'il y a le dosage requis de la responsabilisation des gens, en même temps que de la prise en charge des besoins des démunis, ceux qui sont vraiment atteints, mais l'insertion au travail et l'incitation à y retourner, ça, c'est très important, aussi, et c'est au cœur de la réforme. Et puis, nous avons la grande réforme de l'éducation.

Autrement dit, les pans de murs tombent sur la table, un par un, et on voit se dessiner, très clairement, un plan d'ensemble, un gouvernement qui sait où il va, qui en prend large, parce qu'on n'a pas le choix, et qui agit sur tous les fronts. Alors, quand on embrasse beaucoup, on étreint mal, dit-on, on est très conscients de ça, très conscients que les rapports avec la population sont et deviendront extrêmement importants, je dirais névralgiques, dans l'opération large que nous avons lancée. Des liens de confiance doivent exister auprès de la population, il faut que nous soyons en mesure d'expliquer peut-être encore mieux ce que nous faisons. Je propose, moi, l'année prochaine, de passer beaucoup de temps sur la route, pour rencontrer les citoyens et les citoyennes. J'ai dû passer énormément de tâches que j'ai trouvées, moi, si je fais un petit bilan de la gestion de mon temps, c'est que j'ai passé beaucoup de temps dans des réunions ici, dans des salles fermées, en arrière de murs, à discuter, à travailler des dossiers. L'an prochain, je vais expliquer ça, je vais m'assurer qu'on l'explique mieux, les ministres, les députés, on va pouvoir travailler un peu moins sur les dossiers parce qu'on aura fait notre travail. Maintenant, il faut aller l'expliquer, il faut aller parler à la population, il faut l'écouter davantage. Et moi, je suis convaincu, si je ne me

trompe pas dans la perception que j'ai de l'attitude de la population, et je suis convaincu que la population sait que nous sommes dans la bonne direction, qu'elle souhaite que nous arrivions à l'objectif, puis qu'elle voudrait que ça se fasse de la façon la plus harmonieuse possible et la moins douloureuse, ça je le comprends. Mais il faut être près d'elle et il faut comprendre ses préoccupations, ses inquiétudes. Mais je suis convaincu que si nous maintenons le lien de confiance avec la population, que nous allons réussir. Et quand on sortira de ce passage très dur, c'est un Québec renouvelé que nous aurons, dans son éducation, dans son aide sociale, sa sécurité du revenu, ses politiques familiales, dans sa fiscalité, et surtout dans le redressement de ses finances publiques, dans une reprise de confiance en nous-mêmes. Parce que l'État, c'est une partie de nous-mêmes, ça, qu'on le veuille, qu'on ne le veuille pas, c'est l'instrument collectif privilégié que nous avons, c'est une composante essentielle de notre société, ce n'est pas la seule, j'en conviens, ça ne peut réussir qu'en maintenant les valeurs, qu'en faisant en sorte que les gens nourrissent de l'espoir, mais ça, c'est la tâche de l'année prochaine et je me propose de m'y atteler avec toute mon énergie possible.

Il y a d'autres réalisations, je vous en fais grâce. Il y a la commission de développement du Montréal métropolitain, c'est très important. Je crois que c'est une première depuis vingt ans. Montréal va être dotée d'un instrument collectif de concertation, de décision. Ça va se faire en partenariat avec le gouvernement. Il y a une responsabilisation qui va se faire là, les gens vont se rapprocher au lieu de se tirer des roches d'un bout à l'autre de l'île, ou d'une rivière, ou d'un fleuve. Les gens vont s'asseoir ensemble, vont avoir des responsabilités et vont devoir les assumer. Et je pense que c'est très très bon pour l'avenir de Montréal. La politique de l'énergie qu'on a adoptée suscite des échos extrêmement favorables. Je me propose d'en faire la démonstration puis de l'expliquer à mes vis-à-vis en Asie quand je les rencontrerai. Nous avons conclu, avec l'Ontario, un accord sur la mobilité dans l'industrie de la construction. On a conclu un accord avec l'Ontario également, au préalable, dans le domaine des achats publics. Nous sommes à la fine pointe canadienne, Québec et Ontario, de ce qu'il faut faire pour avoir un commerce libéralisé puis d'abattre les frontières. Et en plus, nous sommes en train de serrer la vis à Ottawa sur les coûts d'harmonisation de la TPS qui n'ont pas été compensés ici, qui l'ont été ailleurs. Je suis convaincu qu'on va être capables de démontrer que nous sommes éligibles au programme qui a été mis en place, pensait-on, à Ottawa uniquement pour les Maritimes et d'autres mais le Québec y a droit aussi, puis on ne lâchera pas là-dessus.

Et nous poursuivons les négociations avec Ottawa, sur le rapatriement des mesures actives de formation de la main-d'œuvre, et puis nous allons, bien sûr, agir avec fermeté dans le cas de la réclamation de la partie de la caisse d'assurance-chômage qui est liée aux congés de maternité. J'ajoute pour terminer que je suis très fier d'avoir travaillé très fort pour nommer le plus de femmes possibles dans les hautes fonctions de l'État. Quand je suis arrivé au gouvernement, une des premières choses que j'ai faites, c'est que j'ai rencontré les sous-ministres en titre parce que je trouve qu'il est important d'avoir de bons rapports, non pas seulement opérationnels, mais des rapports personnels avec la machine, ce qu'on appelle la machine. La machine, c'est du monde, c'est des femmes puis des hommes qui travaillent très fort, qui ont des mandats extrêmement difficiles, qui sont sous-payés, qui n'ont pas du tout les salaires qu'ils devraient avoir, qui sont gelés quand ils n'ont pas été diminués, puis qui s'exposent à l'être encore, mais qui donnent un temps fou à l'État, qui travaillent quasiment jour et nuit, qui sont en train de convaincre les gens avec qui ils travaillent de

diminuer les budgets puis de serrer. Je les ai rencontrés au début, j'ai constaté qu'il y avait seulement des cravates puis des paires de culottes ou presque. Je pense qu'il n'y avait pas plus que deux femmes dans la salle. Et au moment où on se parle, il y en a pas loin de la moitié qui sont des femmes, sous-ministres en titre. Hier, on a nommé un grand nombre de sous-ministres adjointes — le communiqué sera rendu public je ne sais pas quand là, demain — mais on a nommé beaucoup de femmes aux postes de sous-ministres adjointes. Mon gouvernement a nommé la première femme juge en chef de la Cour du Québec. Et puis nous avons deux nouvelles députées, cette année, qui sont des femmes. Ce n'est moi qui les ai choisies; c'est le peuple. Mais c'est un bon choix. Alors, je vais me prêter à vos questions après avoir abusé de votre patience.

Le Modérateur: Première question, Normand Girard. M. Girard (Normand): M. le premier ministre, vous avez été tellement précis, tellement élaboré et tellement éloquent sur la réalisation de votre gouvernement que je pense que je voudrais vous amener sur un autre sujet, pour me faire éclairer. J'ai deux petites questions là-dessus. Est-ce que le mandat, là... Vous êtes le fondateur du Bloc québécois, à Ottawa. Est-ce que le mandat du Bloc québécois, à Ottawa, là, ça consiste à faire la promotion de la souveraineté ou à faire la promotion du partenariat, ou les deux, et, si on fait les deux, comment on le fait ensemble? Puis ma deuxième question, c'est: Est-ce que vous êtes d'accord pour que les péquistes investissent le Bloc?

M. Bouchard: Alors, le mandat du Bloc québécois, c'est d'abord le mandat que se donnent tous les souverainistes: c'est de faire la souveraineté. L'objectif, c'est la souveraineté. Et l'une des modalités, qui ne conditionne aucunement l'accession du Québec à la souveraineté, c'est le partenariat. Donc, on n'est pas dans les mêmes ordres, on n'est pas dans les mêmes catégories, quand on parle de la souveraineté puis du partenariat. La souveraineté, c'est l'objectif. C'est celui qu'on va atteindre, qu'il y ait partenariat ou pas. Le partenariat, c'est une modalité. C'est une main tendue au reste du Canada. Donc, le Bloc doit, comme le Parti québécois, comme tous les souverainistes, travailler à l'avènement de la souveraineté, l'expliquer, la faire arriver, mais, en même temps, comme il est à Ottawa, c'est vrai que, pour le Bloc, il y a un mandat additionnel qui est tellement plus immédiat, tellement plus naturel.

Le Bloc est à Ottawa, dans l'enceinte fédérale. Les députés du Bloc sont des députés fédéraux, ont des points — on appelle ça des points, là, à Ottawa — pour se promener partout au Canada, en n'importe quel temps. Ils peuvent aller partout. Et, donc, ils ont les moyens — non pas seulement le mandat, je dirais, institutionnel — mais ils ont les moyens financiers qui leur sont garantis par l'État fédéral de se promener partout au Canada, de faire des discours, de rencontrer des gens puis d'expliquer ce que c'est que le partenariat. D'expliquer que, au lendemain de la souveraineté, il y aura un lendemain aussi pour le Canada anglais, qu'il y aura un lendemain nécessaire pour nous tous d'avoir des relations économiques fécondes, et que les premiers qui vont le demander, c'est les gens de l'Ontario, qui ont une balance favorable d'exportations au Québec, de 3, 400 000 000 \$ par année. Il y a des milliers d'emplois là-dedans pour l'Ontario. Que, donc, il faut préparer le lendemain, la suite des choses. Et le Bloc a ce genre de mandat-là. Comment il le fait? Bien, là, les chefs, les candidats, les candidates, vont peut-être différer d'opinion. Ce sera un débat de leadership. Deuxièmement, investir le Bloc québécois. Je n'aime pas l'expression parce que « investir », ça veut dire « assiéger ». Ça veut dire assiéger. Alors, il ne s'agit pas d'assiéger le Bloc. Il ne s'agit pas de le noyauter. Il s'agit de l'appuyer. Il s'agit d'en faire partie. Parce qu'il y a

beaucoup de péquistes qui sont membres du Bloc. Il y en a qui ne le sont pas, aussi, péquistes, dans le Bloc. C'est un parti frère, c'est un parti allié qui va travailler, donc, en étroite alliance avec le Parti québécois. Donc, c'est un appui inconditionnel, intense que le Parti québécois va donner au Bloc, et je ne voudrais pas que le Bloc pense qu'il y a quoi que ce soit de péjoratif là-dedans. Ce n'est pas une appropriation du Bloc, ce n'est pas une invasion du Bloc, c'est un appui solide, un appui fraternel.

Une voix: Merci.

M. Authier (Philip): Prochaine question: Robert Houle, Radio-Canada.

M. Houle (Robert): Parlant du Bloc, M. Duceppe vient de fixer une barre assez limitée: il se fixe comme objectif d'aller chercher 30 à 40 députés, 38 qu'il a dit; ce n'est pas beaucoup. En même temps, il y a un sondage qui démontre que la popularité du gouvernement ici est en baisse. Donc, on peut dire que depuis un an, les souverainistes au Québec, depuis le référendum, reculent en termes de popularité, même en termes d'objectifs qu'ils se fixent. Comment est-ce que ça s'explique, cette baisse de popularité importante au sein du Bloc? Et même au sein de votre propre gouvernement, actuellement, il y a des sondages qui montrent que ça descend constamment.

M. Bouchard: Bien, je parlerai pour le Parti québécois et pour le gouvernement. Le gouvernement a encore la confiance de la population, la confiance très large. Il y aurait une élection aujourd'hui, tout le monde sait qu'on se ferait élire, et fortement, et on ferait une campagne électorale. Non. Si c'était uniquement ça qui était le critère, on ferait des élections immédiatement, là. Si on avait une perception égoïste, une perception partisane de la situation, on ferait des élections et on irait chercher une victoire électorale. Mais qu'il y ait des fléchissements dans le taux de popularité du gouvernement, bien, mon Dieu, c'est normal, c'est tout à fait normal. Moi, je me serais attendu même à pire que cela. Regardez ce qu'on fait, regardez qui on attaque: tout le monde, on touche à tout le monde. Alors...

M. Girard (Normand): Mais ce n'est pas ce que vous avez dit dans votre résumé tantôt.

M. Bouchard: Qu'est-ce que j'ai dit?

M. Girard (Normand): Quand vous avez fait le bilan du gouvernement.

M. Bouchard: J'ai dit qu'on a l'appui de la population et que la population nous fait confiance, peut-être pas autant que quand j'ai été assermenté, par exemple, mais elle nous fait confiance, parce que là, c'est sûr qu'elle vit la situation. La population est en situation, elle la vit. Elle a découvert aussi l'ampleur du sacrifice qu'il faut faire, et ça, c'est un effet également de notre franchise, parce que ces deux sommets que nous avons tenus ont été précédés d'une publication sans précédent, je dirais brutale de la situation du Québec telle qu'elle est. Alors, de ce point de vue, moi, je suis convaincu — d'ailleurs, les chiffres le montrent — qu'on a l'appui de la population. La population, elle trouve que c'est dur. Elle nous dit: Allez-y, on veut que vous y alliez; essayez de nous ménager un peu en y allant. C'est ça, c'est le message qui nous est envoyé. Je le comprends. On va essayer, on va tout faire.

D'ailleurs, vous voyez l'équilibre qu'on fait dans les programmes sociaux, dans le progrès social et dans les mesures de compressions de dépenses. Pour le Bloc, bien écoutez. Le Bloc, c'est au lendemain d'une défaite référendaire, hein. Il ne faut pas oublier qu'on a failli gagner. On est sortis de là avec la conviction que la prochaine fois serait la bonne. On est tellement près du but que quand les moteurs vont être réchauffés à nouveau, là, l'avion va décoller, hein.

Mais là au lendemain d'un référendum où on a un gouvernement, ici, des souverainistes qui ont accepté la responsabilité de sortir l'État du pétrin où d'autres l'ont mis, il est évident qu'il y a une période d'attente, puis de toute façon il n'y a pas de combat imminent. Les souverainistes ils sont dans le Bloc. Je le sais ça. Je l'ai vu tout le temps. Les souverainistes ils sont dans le Bloc ou dans le Parti québécois parce qu'ils veulent le combat référendaire. Ils veulent faire la souveraineté. Quand ils se rendent compte qu'il n'y a pas imminence de combat, bien là la machine est obligée de tourner à vide, puis ce n'est pas facile, hein, ce n'est pas facile pour eux autres. Alors, ils attendent le moment où on pourra relancer le combat référendaire. Moi aussi je l'attends avec impatience. Il ne faut pas penser que j'attends ça facilement. Je l'attends avec beaucoup d'impatience mais je sais qu'il y a une telle chose que la responsabilité gouvernementale et que la population attend de nous, même si elle trouve ça dur, elle attend de nous que nous sortions le Québec des ornières où il s'est fourvoyé et que nous redonnions à l'État du Québec un sens d'espoir, un sens de latitude, un sens de liberté de choix et d'actions. La population sait ce qu'elle veut, puis on va le lui donner.

M. Authier (Philip): Sylvain Thériault.

M. Thériault (Sylvain): M. Bouchard. Je vais poser la question un peu crûment. Quelle est l'utilité ou la pertinence, à votre avis, du texte qu'a publié M. Parizeau?

M. Bouchard: C'est une contribution à la réflexion politique. C'est ça. C'est une contribution à la réflexion politique.

M. Authier (Philip): Michel.

M. David (Michel): Oui. Dans le texte de M. Parizeau on peut lire la phrase suivante: « On ne vend pas la souveraineté en la cachant. » Est-ce que vous cachez la souveraineté, M. Bouchard, et est-ce que dans la tournée que vous proposez de faire à travers le Québec dans l'année qui va venir vous allez en parler?

M. Bouchard: J'en parle tout le temps. J'en ai surtout parlé durant le référendum. J'ai été invité à participer au référendum. J'ai répondu à l'appel de M. Parizeau durant les trois dernières semaines. J'en ai parlé un peu, je pense.

M. David (Michel): Mais depuis le référendum vous en parlez pas mal moins.

M. Bouchard: Bien, je suis au gouvernement, puis je parle... C'est que dans la même phrase je ne peux pas expliquer qu'on coupe 2 500 000 000 \$, puis dire: On fait demain matin un référendum, là. Alors, c'est... J'ai expliqué très clairement. Les gens ont très bien compris qu'il y a actuellement une priorité. Quand les gens s'inquiètent de l'emploi qu'ils ont, quand

les gens s'inquiètent de voir leurs enfants décrocher de l'école ou alors aller au bout de leurs cours universitaires et chômer, quand les gens voient leurs beaux-frères, leurs belles-sœurs revenir à la maison en chômage, les gens se disent: Bien là, il faudrait peut-être remettre le monde au travail. Puis quand ils voient l'État endetté, puis étouffé, puis enfiroupé dans ses dettes et ses déficits, les gens disent: Là, il faudrait peut-être mettre de l'ordre là-dedans. Et je sais très bien, comme souverainiste, que, durant le débat que nous avons eu l'an dernier, la question des finances publiques a été au cœur des inquiétudes de ceux qui voulaient voter oui, mais qui n'ont pas voté oui à la dernière minute. Je le sais, ça. Moi, je veux que, quand on fera le prochain référendum, la question des finances publiques soit un plus pour les souverainistes et non pas un moins et que les gens disent: Le Québec est capable de s'administrer, le Québec peut trouver en lui-même les sources vives, les forces pour assumer ses responsabilités d'État. Le Québec n'aura pas besoin du fédéral pour contribuer à ses ressources fiscales. Le Québec ne sera pas à genoux devant le fédéral quand il négociera le partenariat parce que le déficit va être zéro et il sera zéro à Ottawa, d'ailleurs. Zéro plus zéro égale zéro. À ce compte-là, il n'y aura même pas de déficit au lendemain de la souveraineté. Ce n'est pas pareil à la situation où on était avant, avec tout le débat compliqué qu'on a eu, ou qu'on n'a pas eu, d'ailleurs, sur la question du déficit.

Alors, moi, je dis que, pour toutes les raisons du monde, tous les Québécois et les Québécoises doivent faire leur ménage dans leur maison collective. Même les fédéralistes ont intérêt à le faire aussi parce que, sur quelque base qu'on puisse construire l'avenir du Québec, qu'on le construise sur une base de participation au régime fédéral ou qu'on le construise sur une base d'État souverain, il faut que la base soit solide. Personne ne va me dire que ce n'est pas important pour les jeunes d'aujourd'hui que l'avenir du Québec repose sur des solages de robustesse, de responsabilité financière et de relance de l'économie. Alors, là, on travaille pour tout le monde. Et quand le moment va arriver, quand l'heure du choix démocratique sonnera, la démocratie parlera. Elle le fera parce qu'on pourra faire des choix. Parce qu'il y aura des choix possibles. Il n'y en a pas, actuellement, des choix possibles. On le sait. Il n'y en a pas. Le seul choix c'est de faire l'effort ou de ne pas le faire.

Alors, nous, on a choisi quoi faire. Cela mis à part, on ne peut pas faire de choix actuellement. Mais quand l'heure du choix arrivera, on pourra le faire librement, à partir de ce qu'on a dans le cœur pour l'avenir du Québec, de ce qu'on souhaite pour le Québec.

M. David (Michel): Une dernière question. Toujours dans le texte de M. Parizeau. Il souligne le danger qui consiste à entrer dans la tête des gens que la souveraineté, ce n'est pas bon pour l'économie. Alors moins on en parle, plus les gens se disent: Si on n'en parle pas, c'est parce que ce n'est pas bon.

M. Bouchard: Je ne veux pas engager un débat avec M. Parizeau. Je pense que vous l'avez compris. Je ne veux pas engager un débat avec M. Parizeau. Je « pourrais-tu » vous répéter que je ne veux pas engager de débat avec M. Parizeau? Parce que M. Parizeau est un allié souverainiste et je crois à l'unité des forces souverainistes. Je crois que nous devons rester ensemble et que nous ne devons pas engager de polémiques publiques les uns avec les autres. Moi, je ne le ferai pas. Je ne le ferai pas.

M. Plante (Bernard): Êtes-vous quand même soulagé que M. Parizeau ne soit pas candidat à la chefferie du Bloc québécois?

M. Bouchard: Ça ne m'aurait pas du tout embarrassé que M. Parizeau devienne candidat. Ça ne m'aurait pas du tout embarrassé. Pas du tout.

M. Plante (Bernard): Ma question. Vous avez parlé d'aller vendre, finalement, sur le terrain, cette tournée du Québec pour vendre et tout ça, vous allez le faire, bien sûr, avec l'équipe ministérielle. Il y a certains accrocs qui ont pu apparaître. M. Landry vous a contredit à quelques reprises en public, Mme Harel, M. Chevette...

M. Bouchard: Bien...

M. Plante (Bernard): ...envoyaient leurs lettres aux journaux. Est-ce que vous sentez le besoin de mettre un peu de l'ordre du côté du cabinet? Est-ce que vous sentez le besoin, par exemple, de procéder à un remaniement ministériel?

M. Bouchard: Écoutez, d'abord, moi, je trouve que nous avons un cabinet qui est remarquablement uni. Pensez à ce que nous faisons actuellement, aux décisions que nous prenons. Cette semaine, par exemple, et la semaine dernière, on a pris des décisions d'une importance cruciale concernant les instruments de développement du Montréal métropolitain. On a adopté, cette semaine, un cadre de référence pour la régionalisation et la centralisation, ça va être rendu public bientôt, au mois de janvier. Puis, vous savez tous ce qu'on fait, là, et le cabinet et le caucus sont remarquablement unis.

Moi, je regarde ce qui se passe ailleurs puis aux difficultés que nous traversons puis, moi, je suis très content de la cohésion du caucus et du Conseil des ministres. Qu'il y ait des « scrums » où les mots ne sont pas les mêmes quand on répond aux questions, vous savez, c'est tout à fait normal, ça. Mais, je peux vous assurer que, d'abord, au plan personnel, on a des rapports extrêmement courtois, je dirais très conviviaux, même très amicaux, entre nous. Et, puis, quant aux objectifs qu'on poursuit, on les partage tous, il n'y a personne qui y déroge. Alors, les accidents de parcours, les accidents verbaux, il n'y en a d'ailleurs pas tellement eu, ça me paraît minime, tout à fait minime. Alors, pour le moment, je ne pense pas à ça. Autrement dit, je ne m'en vais pas chez nous, aux Fêtes, en pensant à un remaniement, je ne penserai pas à ça.

Le Modérateur: Dernière question, Paul Larocque.

M. Plante (Bernard): En revenant?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouchard:] Bien, en revenant, d'abord, je vais penser à vous autres, en revenant.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouchard: Non, non, mais ce n'est pas dans les cartes. Honnêtement, là, si je vous disais que je pense à un remaniement, non, je ne pense pas à ça.

M. Larocque (Paul): Mais, en sous-question, M. le premier ministre, est-ce que vous aurez le même cabinet au retour en mars que vous avez à l'heure actuelle?

M. Bouchard: Ah, oui, je le pense, oui. Non, ce n'est pas dans... Évidemment, il y a peut-être des... On va évaluer tout ça. J'ai l'intention qu'on s'assoit, tous les ministres ensemble, si possible, sans journalistes aux portes, quelque part au mois de janvier, j'aimerais qu'on prenne une journée, vous savez, en bras de chemise, pour se parler, sans dossier, on va essayer de faire ça à un moment donné. Mais, je vous le dis, là, actuellement, je ne pense pas à ça. Je ne vois pas pourquoi je devrais y penser, en plus. En cours de route, il peut y avoir des ajustements. Par exemple, l'autre jour, on a fait quelques changements mineurs dans la réaffectation des responsabilités ministérielles pour la famille mais, pour le moment, je n'ai rien de précis en tête.

M. Authier (Philip): Merci.

Une voix: Prenez-vous des vacances?

Une voix: Joyeux Noël.

M. Bouchard: Oh! Joyeux Noël. Ah oui.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouchard: C'est ça. Joyeux Noël à tous. Mais je voudrais saluer Philip Authier qui quitte Québec en lui souhaitant bonne chance...

M. Authier (Philip): Merci.

M. Bouchard:] ...dans les fonctions qu'il va assumer à Montréal...

Des voix: And Peter Ray.

M. Bouchard: And Peter Ray?

Une voix: Tout le monde s'en va.

M. Bouchard: Tout le monde s'en va oui?

Une voix: ...des anglophones puis ils s'en vont négocier le partenariat...

M. Bouchard: Ils s'en vont à Montréal? Non sans farce là, bonne chance à ceux qui ont été ici puis qui nous quittent, et puis essayez de vous reposer durant les Fêtes et de ne pas trop penser à nous autres.

Une voix: ...

M. Bouchard:] Je vais rester au Québec. Je vais aller une couple de jours au Saguenay avec ma mère évidemment, Audrey et les enfants, puis je vais rester à Montréal. On va aller au cinéma puis on va faire des dessins puis on va jouer au Monopoly.

Une voix: Vous ne faites pas laminer les 5 \$?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouchard: Merci.

Une voix: Est-ce qu'il est laminé, là?

M. Bouchard: Oui, je pense qu'ils l'ont fait. Je vais l'avoir là...

Une voix: Alors on vous souhaite de Joyeuses Fêtes et puis Bonne Année 1997 puis la santé.

M. Bouchard: Merci beaucoup. Merci. Merci bien.